

Bugeaud

VEILLÉES

D'UNE

CHAUMIÈRE DE LA VENDÉE

Par le Maréchal

BUGEAUD D'ISLY



Prix : 5 centimes.

PZ176

00022120M

PARIS

LEDOYEN, LIBRAIRE

Palais - National

—
1849

E.P.
PZ 176

C

VEILLER

CHAUMONT DE LA VILLE

Par le Ministère

BUREAU D'ÉTAT

Travaux de construction

PARIS

LEBOYER, LIBRAIRE

Rue de la Harpe - N° 10

1873

AVIS DE L'ÉDITEUR.



Le petit livre que nous livrons au public n'est pas purement l'œuvre de l'imagination. Il y a aussi de l'histoire.

La famille de Jean Carrier est réelle. L'auteur la connaît ; car elle habite près d'une propriété qu'il a dans la Vendée. Le fond de ces veillées est rendu fidèlement. Le portrait des orateurs du club du lieu s'applique à des personnages du pays très-connus. Malheureusement il n'est pas de club où l'on ne pût trouver des meneurs à qui l'on pourrait dire : C'est toi que l'on a voulu peindre !



Le petit livre que nous livrons au public
 n'est pas purement l'œuvre de l'imagination.
 Il y a aussi de l'histoire.
 La famille de Jean Garrier est réelle.
 L'histoire la connaît : car elle habite près
 d'une paroisse qui s'appelle la Vierge. Le
 fond de ces choses est rendu fidèlement.
 Le portrait des orateurs du club du lieu
 s'applique à des personnages du pays très-
 connus. Malheureusement il n'est pas de
 club où l'on ne soit devenu les amis de
 du bon portrait d'un homme qui n'est pas
 voulu peindre !

VEILLÉES

D'UNE

CHAUMIÈRE DE LA VENDÉE

BIBLIOTHEQUE
DE LA VILLE
DE PERIGUEUX

Probablement beaucoup de gens ignorent que le chou et la rave ont fait la prospérité de la Vendée. Mais qui s'occupe de choux dans ces temps-ci ? Tous les esprits sont en ébullition par suite des doctrines du socialisme : et cependant il y a dans le chou et la rave, ces deux innocents végétaux, mille fois plus de progrès réels pour le peuple que dans toutes les théories des Proudhon, des Louis Blanc, des Considérant, et autres grands docteurs.

Pour le démontrer, nous n'avons qu'à faire l'histoire d'une de ces nombreuses familles de paysans de l'Ouest, qui ont acquis une grande aisance par la culture des végétaux en question.

Cette histoire sera simple, mais elle sera plus instructive et plus utile que les gros livres de nos réformateurs.

Jean Carrier était, en 1770, simple métayer ou colon partiaire dans un village de la Vendée. Nous n'oserions pas affirmer que ce soit lui qui ait introduit le chou et la rave dans ces contrées, mais il en fut assurément un des plus ardents propagateurs. Son bon sens naturel lui avait fait comprendre que, pour améliorer les terres légères du Bocage et du Cholet, il fallait augmenter les bestiaux ; que c'était aussi le moyen d'appeler du numéraire dans le pays par l'engraissement des bœufs, qui se vendraient pour l'alimentation de Paris, Nantes et autres grandes villes.

Pénétré de sa pensée de progrès, aidé par sa femme qui n'était pas moins laborieuse que lui, soutenu par le désir ardent de créer une honnête existence à ses deux garçons et à ses deux filles, en les rendant propriétaires, il arrivait dans son champ avant le jour, et le crépuscule l'y retrouvait encore. Quelquefois même il travaillait au clair de la lune à transporter des fumiers, surtout dans les grandes chaleurs, afin que ses bœufs ne fussent pas dévorés par les mouches. En trois ans, il parvint à tripler son bétail. Il engraisait huit beaux bœufs, en automne avec le chou, en hiver avec la rave et le foin. Au printemps, il faisait une seconde graisse de huit autres bœufs avec les petites raves laissées dans le champ

pour être consommées quand elles seraient en fleurs.

Il réalisait communément un bénéfice de 120 francs par bœuf; il vendait, en outre, une partie de son froment; sa femme entretenait la maison avec le beurre, les fromages, les œufs et la volaille. La plus stricte économie régnait dans le ménage; on mangeait rarement de la viande; on ne buvait de vin qu'à l'époque des moissons. Carrier ne fréquentait jamais le cabaret que lorsqu'une foire l'appelait à plusieurs lieues de son habitation. Cette famille n'était pas seulement active et économe; elle était aussi fort religieuse. Tous les soirs on y faisait la prière en commun avec un grand recueillement. Le dimanche, un domestique ou un membre de la famille gardait la maison; tout le reste allait à la Messe ou à Vêpres; et quand les offices divins étaient terminés, on regagnait la métairie pour soigner les bestiaux et le ménage.

Il est facile de concevoir qu'avec tant de sagesse, tant d'ordre, tant d'activité, tant d'intelligence pour les travaux de la terre, Carrier dut conquérir une petite fortune. En 1784, il acheta la métairie qu'il cultivait, pour le prix de 33,000 francs, et il lui restait encore une vingtaine de mille francs en écus de six livres, qu'il avait mis dans des pots de grès et enfouis

en terre. Il lui répugnait religieusement de placer son argent à intérêt, et d'ailleurs, comme presque tous les habitants de la contrée à cette époque, il n'avait pas confiance dans les banques.

Cette richesse éblouit un peu le sage Carrier et le fit dévier de son bon sens habituel. Le notaire qui faisait ses affaires ne contribua pas peu, nous le disons pour atténuer la faute de Carrier, à l'entraîner dans cette erreur. Le tabellion avait remarqué que l'un des fils de Carrier montrait quelque goût pour l'étude; il persuada au père d'en faire un lettré, avec la perspective de devenir un jour avocat ou médecin.

Le jeune Pierre Carrier, en sortant de l'école du village, fut envoyé dans un collège à Nantes. Au bout de deux ans, sur l'avis du notaire, il fut dirigé sur Paris, pour achever ses classes et faire son droit. Enfin Pierre Carrier parvint, avec beaucoup d'efforts, à obtenir un diplôme d'avocat. Mais s'il avait une assez grande aptitude pour les sciences, la nature lui avait refusé l'éloquence. Admis au barreau de Saumur, il n'y réussit point, et la petite clientèle qu'il s'était d'abord créée disparut bientôt.

L'insuccès rendit à Pierre Carrier le bon sens qu'il tenait de son père et de sa mère; il

revint aux champs et prit la courageuse résolution de travailler comme l'avait fait son père. Celui-ci continuait à prospérer avec d'autant plus de facilité que ses champs s'étaient graduellement améliorés. Quand notre avocat malheureux rentra sous le toit paternel, il trouva la famille en possession d'une autre métairie, et les pots de grès n'étaient point dégarnis.

En 1802, l'excellent père Carrier mourut, après avoir partagé sa fortune, en égales portions, entre ses quatre enfants. Chacun eut, en propriétés ou en écus, une valeur d'environ 20,000 fr.

Pierre Carrier épousa une paysanne robuste, vertueuse et belle, qui lui apporta une dot de 6,000 fr.

Notre jeune avocat, redevenu paysan par raison, n'avait pas encore les qualités physiques du travailleur. Il avait passé douze ans à l'étude, ses membres et ses muscles s'étaient affaiblis. Il eut beaucoup de peine à s'accoutumer aux durs travaux des champs. Dans les premiers jours, ses mains trop tendres étaient garnies d'ampoules; ses bras et ses reins étaient brisés. Mais, soutenu par sa ferme résolution, au bout d'un an il était déjà un bon travailleur, et, aujourd'hui, il est cité dans tout le canton comme un modèle. Sa fortune

s'est accrue tout doucement ; il a si bien conquis la confiance de tous les paysans du voisinage, qu'on vient le consulter sur l'agriculture, et aussi sur les affaires d'intérêts, en raison de ses anciennes études.

Jusqu'ici nous n'avons parlé que du fils aîné de Jean Carrier ; ses filles furent mariées à de bons paysans. Quant au second fils, Paul Carrier, il fut, dès son enfance, très-jaloux de la grande éducation que l'on donnait à son aîné, pendant qu'il ne recevait d'autre instruction que celle du magister du village. Ce n'eût pas été un grand malheur pour lui, si son précepteur avait eu du bon sens ; mais c'était un de ces hommes qui, orgueilleux du peu qu'ils savent, ne se croient jamais à leur place, jaloussent tout ce qui est au-dessus d'eux, et accusent la société d'injustice. Ces dispositions, beaucoup trop fréquentes chez les hommes de cette profession, étaient encore inspirées par les fausses idées d'organisation sociale répandues par la révolution. Cette mauvaise éducation influa sur toute la vie de Paul Carrier ; il prit peu de goût au travail de la terre, qui ne conduisait pas assez vite à la fortune et demandait trop de sueurs. Paul se fit trafiquant de bestiaux et de graines ; il négligeait ses champs pour fréquenter tous les marchés à vingt lieues à la ronde. Il fit quelquefois d'heureuses spé-

culations; mais il éprouva aussi de grandes pertes. Au total, au lieu d'augmenter sa fortune, il fut contraint par des créanciers, de vendre la meilleure partie des propriétés que lui avait laissées son père.

Malgré la différence de leur esprit et de leurs goûts, les deux frères restaient unis. Paul avait le sentiment de la supériorité de son aîné, et, s'il suivait rarement ses avis, il ne l'en consultait pas moins dans toutes les circonstances difficiles.

De 1815 à 1848, Paul fut un chaud libéral. Il s'était fait l'artisan actif des élections, et c'était toujours pour la gauche qu'il travaillait. Pierre se mêlait peu de politique, mais il votait toujours pour un candidat soutien du gouvernement. A la révolution de Février, Paul devint républicain et socialiste; on eût dit qu'il l'était de la veille. Il ne se borna plus à demander l'avis de son frère; il voulut l'entraîner dans les idées nouvelles. Mais Pierre lui opposait toujours sa froide raison, mûrie par l'expérience et l'étude de l'histoire, à laquelle il se livrait dans ses loisirs.

Chaque jour il s'établissait entre les deux frères de curieux dialogues, que nous allons rapporter, d'après le récit qui nous en a été fait par un voisin qui assistait à ces vives conversations de la veillée. Elles ne pouvaient avoir



lieu le jour, car alors Pierre était au travail, et Paul au café ou au club. C'était dans ces écoles funestes que Paul puisait les idées et les arguments qui devaient lui servir à combattre son frère et à le ramener à ce qu'il croyait être le véritable libéralisme.

PREMIÈRE VEILLÉE.



PAUL CARRIER.

Pierre, pourquoi ne viens-tu jamais au club ? Tu es fort instruit ; mais cependant tu pourrais apprendre là beaucoup de choses que tu ne sais pas , car je ne t'en ai jamais entendu parler.

PIERRE.

Et qu'y apprends-tu ?

PAUL.

Le peuple s'y instruit de ses droits et de la science sociale.

PIERRE.

Je t'avoue , Paul , que si je n'ai pas été curieux d'aller au club de notre canton , c'est que je connais trop bien les orateurs qui y péroront. Je ne saurais me persuader qu'ils aient rien de bon à apprendre au peuple. Serait-ce Frossard , ce mauvais petit avocat qui n'a jamais eu à plaider que les causes véreuses dont ses confrères ne voulaient pas , et qui a ruiné une foule de familles en les engageant dans des procès injustes , insensés ?

tu sais bien que, par ses œuvres, notre cousin Jacques Billaud a vu vendre par autorité de justice sa jolie petite propriété, et qu'il est aujourd'hui métayer. Les honoraires (mot très-impropre ici) de Frossard, des avoués et des huissiers, ce qu'on appelle les frais, en un mot, entraînent pour les quatre cinquièmes dans la ruine de ce pauvre Billaud, et tu crois que Frossard est un instituteur du peuple? Pauvre garçon, que tu es simple et que tu as peu de mémoire quand tu prends ce charlatan pour un républicain de la veille! Tu as donc oublié que, sous Louis-Philippe, il a fait toutes sortes de bassesses pour être nommé substitut, et que, dans ce but, il n'a pas laissé un instant de repos à notre député? C'étaient lettres sur lettres dans lesquelles il protestait de son dévouement à la dyrastie de juillet, de sa haine pour les hommes de l'opposition; et quand notre député revenait, il allait le haranguer à la limite du canton de manière à le faire rougir. Sa vie privée est-elle plus honorable? Tu dois savoir qu'il laisse son vieux père dans la misère, après l'avoir ruiné par sa vie licencieuse lorsqu'il faisait son droit à Paris. Il vit mal avec sa femme, et il a brouillé plusieurs ménages. Il est dur et fier avec les paysans; il se fait toujours donner de l'argent

d'avance , et , quand il le tient , il laisse traîner l'affaire pour en avoir d'autre .

L'as-tu jamais vu s'associer à une œuvre de bienfaisance ou d'utilité publique ? Il a la bourse fermée pour les souscriptions en faveur des pauvres , et il n'a pas voulu faire partie de notre comice agricole parce qu'il lui aurait fallu payer une cotisation de 12 ou 15 francs ! Voilà un ami , un professeur du peuple !

Diras-tu que ce mauvais chirurgien Murat est un autre homme que lui ? tu devrais connaître sa vie désordonnée , immorale , et sa rapacité envers les pauvres cultivateurs . Il n'est pas d'audience du juge de paix où il ne traîne quelques-uns de ses malades qui ne peuvent payer ses comptes d'apothicaire .

Ce mot n'est pas une comparaison , car il fournit les drogues prescrites par ses ordonnances , et c'est surtout avec cela qu'il ruine ses pauvres clients , quand il ne les tue pas . S'ils n'ont pas d'argent , il leur prend en paiement quelques-unes de leurs denrées , déjà insuffisantes pour les alimenter pendant l'année . On raconte que , ne trouvant autre chose dans une misérable chaumière qu'un peu d'huile , il en remplit sa seringue (1) et l'empor-

(1). Historique.

ta à titre d'à-compte.... C'est peut-être une charge, mais le peuple y croit, parce qu'il connaît le pèlerin. Est-ce là encore un ami, un bon conseiller du peuple?

Ai-je besoin de te parler de votre troisième orateur, M. Grimaille, instituteur libre et très-libre? Qui ne sait pas qu'il vit en concubinage avec une femme qu'il a recueillie on ne sait où? Il emprunte partout et ne paie personne; sa conversation est souvent licencieuse ou anarchique; ses mauvais écrits ne le sont pas moins. Il a fait plusieurs pièces de vers détestables pour outrager de la manière la plus grossière les notabilités militaires et politiques de la France. Tu ne lui confies pas tes enfants, et tu vas écouter ses discours pour t'instruire!

Mon ami, j'aime mieux sarcler mes raves que d'aller entendre les déclamations absurdes et dangereuses de ces misérables. Ah! j'irais, s'il m'était permis de les combattre et de désabuser les tristes victimes qui les écoutent. Mais ces apôtres de la liberté ne la veulent que pour eux. Un de mes amis voulut parler dans un club voisin et opposer la vérité au mensonge, il fut chassé avec force bourrades.

PAUL.

Comme tu arranges les amis du peuple!

Je conviens qu'il y a bien quelque chose à dire sur la vie passée de ceux-là. Mais tous ne sont pas de même; et puis, que m'importe à moi, si maintenant ils sont dans le vrai et nous disent du bon, s'ils nous enseignent les moyens d'améliorer le sort du peuple?

PIERRE.

Tu te trompes, Paul, sauf quelques jeunes gens fanatisés, ils sont tous à peu près de la même étoffe, ces orateurs de club. Informe-toi d'eux à Bourbon-Vendée, à Nantes, à Saumur, partout, et tu trouveras des hommes qui, par leur conduite, n'ont pu se faire une bonne place. Ils en accusent l'organisation sociale et ils saisissent avidement l'occasion d'une révolution pour s'élever sur les épaules du peuple, et souvent sur ses cadavres. Tu as maintenant le secret de cet amour du peuple qu'ils portent si haut dans leurs discours anarchiques, pleins d'emphase, d'ignorance et de mauvaise foi. Il est aussi difficile que de pareils hommes disent de bonnes choses au peuple, qu'il le serait de tirer de la farine d'un sac de charbon. Mais enfin, voyons, que disent-ils?

PAUL.

D'abord, ils disent que la société est mal organisée; que les uns ont *tout* et que d'au-

tres n'ont *rien* ; que dans leur société à eux , il n'y aura ni pauvres ni riches , mais que tout le monde aura le nécessaire , car Dieu a fait les richesses pour tout le monde , et il en a fait assez. Je suis curieux de savoir ce que tu pourras répondre à cela.

PIERRE.

Mon ami Paul , tu soulèves là des questions qui demandent une assez longue réponse. Il est neuf heures , je veux aller me reposer afin de pouvoir me lever avant le jour pour transporter le fumier avec lequel je compte planter demain deux boisselées de choux à vache ; mais je te répondrai demain soir. Sois tranquille , tu n'y perdras rien. Il y a longtemps que j'ai réfléchi à toutes ces belles promesses de vos trompeurs de peuple.

DEUXIÈME VEILLÉE.

PIERRE.

J'ai bien retenu , mon cher Paul , ce que tu m'as dit hier soir en terminant la veillée ; je vais te suivre pied à pied , si tu as la pa-

tience de m'écouter ; tu me feras ensuite tes objections, et j'y répondrai.

La société est mal organisée, disent les docteurs. Mon ami, il y a des montagnes d'orgueil et d'ignorance dans cette assertion, car c'est Dieu qui a la plus grosse part dans l'organisation sociale par les lois qu'il a imposées à la nature, par les instincts, les sentiments, les besoins qu'il a donnés à l'homme en même temps que les moyens de les satisfaire. Les hommes n'ont eu qu'à faire des lois pour empêcher que les méchants ne troublassent les bons dans la marche que Dieu leur a tracée, et qu'ils suivent depuis six mille ans, en cherchant toujours à améliorer leur existence matérielle et morale.

Les hommes se sont souvent trompés dans leurs lois. Ils ont contrarié l'œuvre de Dieu, et c'est ce qu'ils font encore en ce moment par les faux systèmes qu'ils veulent nous appliquer violemment.

Mais les règles posées par l'Éternel ont toujours repris leur empire.

Ce n'est pas d'aujourd'hui, mon cher Paul, que l'on trouve la société mal organisée; dans tous les temps il s'est trouvé des philosophes insensés ou pervers qui ont voulu changer la marche du genre humain, et des hommes sous

ou vicieux pour les écouter. Leurs doctrines n'ont jamais pu s'établir, et ce sont leurs vieilleseries que les Louis Blanc, les Cabet, les Proudhon, les Considérant veulent nous donner comme du neuf !

N'oublie pas que les bases de cette organisation tant décriée dans les écrits et les clubs socialistes, viennent de Dieu. Il n'y a jamais eu de lois humaines pour établir que l'homme aimerait sa femme et ses enfants ; que cet amour formerait la famille ; que cette famille défricherait un champ, le mettrait en valeur par des travaux incessants, des constructions, etc. ; que ce champ, ainsi arraché à la stérilité, resterait sa propriété et celle de ses enfants.

Non, la loi humaine n'a fondé ni la famille ni la propriété : elle s'est bornée à donner des garanties à ces deux grandes bases de l'avenir de l'humanité. Elle a réglé les rapports des familles entre elles, et les droits de l'individu dans la famille ; elle a sauvegardé la propriété contre les usurpateurs et les voleurs.

Voilà ce que les socialistes veulent renverser ! et pour cela, ils font la même manœuvre que ces industriels qui, ayant dérobé quelque bijou au milieu d'une foule, crient à tue-tête : Au voleur ! Dis-moi, crois-

tu que notre bon père ait volé la propriété qu'il nous a laissée ? Te rappelles-tu tout ce qu'il a versé de sueur, tout ce qu'il s'est imposé de privations pour nous amasser quelque chose ? Crois-tu qu'il eût fait tout cela pour les trente-cinq millions de frères que les socialistes veulent nous donner pour copartageants ? il eût peu travaillé et il aurait mangé tout ce qu'il aurait produit.

Je ne t'en dirai pas davantage sur l'origine de l'organisation sociale et de la propriété : je t'engage à lire l'excellent livre de M. Thiers sur ces matières, et un tout petit livre du maréchal Bugeaud sur le même sujet : ils t'en apprendront plus que je ne pourrais le faire.

Ils t'ont dit encore, tes professeurs, que *les uns ont tout et que les autres n'ont rien*. Qu'est-ce que *tout* ? Est-ce la fortune présente et future, créée et à créer ? Qui donc possède la richesse à créer ? Celle-là n'appartient à personne encore, et elle est à la disposition de tout le monde par le travail.

Connais-tu des aristocrates qui aient entre leurs mains la récolte de 1850 ? Tu sais bien qu'elle est dans les mains de Dieu qui fait les saisons et dans les bras vigoureux des cultivateurs. Il en est de même de tous les

objets qu'on doit fabriquer dans la même année (1).

Tu me diras peut-être : mais les aristocrates, ayant la terre, disposent par cela même de la récolte.

De singuliers aristocrates que nos quinze millions de petits propriétaires qui ont découpé la plus grande partie du sol en lanières ! mais passons, et voyons si tout le monde ne prend pas sa part de la récolte, comme de tous les produits, et s'il n'y a pas là réellement une grande communauté mille fois mieux organisée que celle de vos communistes.

Dis-moi, le blé pousse-t-il dans nos champs et se récolte-t-il sans travail ? le propriétaire qui fait valoir, ou le fermier, n'emploie-t-il pas des valets de charrue et des manœuvres ? Il faut les payer *recta* ; avec quoi ? avec le produit le plus net de la récolte. Ces salaires ne gèlent pas, ne brouillardent pas, ne grèlent pas : tous les risques sont pour le propriétaire ou le fermier, et ils sont grands, nombreux. Faudrait-il encore donner la récolte aux ouvriers, après leur avoir donné une grande partie de sa valeur et quelquefois

(1) Quant à la richesse créée, elle n'est rien ou presque rien ; les riches sont si peu nombreux comparés aux travailleurs, que leur prenant *tout*, on ne satisferait pas les besoins des masses pendant trois mois, si celles-ci ne travaillaient pas.

plus, comme cette année, par exemple, où le froment se vendant 15 francs ne paye pas le prix qu'il a coûté à produire?

Les mêmes considérations s'appliquent exactement à tous les produits de la main de l'homme. Voilà un château, objet de l'envie et même de la haine des démagogues. Il a coûté 300,000 fr. à construire ou à meubler; cette somme a été distribuée à 150 espèces d'ouvriers. Si, selon les doctrines des communistes ou des partageux, on leur donne encore le château, ils l'auront eu deux fois, c'est-à-dire qu'ils auront volé les 300,000 fr. qui n'avaient été produits que par le travail, et qui, à ce titre, étaient aussi sacrés que le prix de la semaine de l'ouvrier.

Tu dois voir par là, si tu n'es pas aveugle, que la fortune, de quelque nature qu'elle soit, créée ou à créer, appartient à tout le monde; que, par la force des choses, elle se partage tous les jours de la manière la plus équitable d'après le travail, l'habileté, l'intelligence de chacun. Le riche ne jouit de ses terres, de ses capitaux en tout genre qu'à la condition d'en distribuer le produit à tout le monde. Sans cela, sa terre resterait improductive; au lieu de construire des maisons, il laisserait crouler celles qu'il a; au lieu d'avoir des voitures, de beaux meubles, de

beaux habits, etc., il enfouirait ses écus dans la terre. Les ouvriers aimeraient-ils mieux cela par amour pour l'égalité?

Ah ! il est vrai que les riches jouissent de certaines choses dont ne jouissent pas les simples travailleurs. Mais les riches les obtiennent-ils au détriment du pauvre ? Je t'ai démontré le contraire. En jouissant, le riche partage sa fortune. Les chefs de la démagogie en sont jaloux, et c'est pour cela qu'ils prêchent une absurde et impossible égalité. Mais quand, au nom du peuple, ils ont eu fait la révolution de Février, ont-ils fait loger le peuple dans les palais du roi et des princes ? L'ont-ils fait rouler dans les carrosses de la cour ? Non, ces ennemis du luxe qui alimente les ouvriers ont gardé tout cela pour eux, et le peuple les voyait avec mépris se pavaner sur les chevaux du roi. C'est en partie pour cela qu'il les a renvoyés, en nommant Louis Napoléon président de la République.

Les chefs des clubs ont dit aussi que, *dans leur organisation sociale, il n'y aura ni pauvres, ni riches ; mais que tout le monde aura le nécessaire, car Dieu a fait les richesses pour tout le monde et il en a fait assez.* Tu vois que je n'ai pas oublié tes paroles d'hier soir. Il y a là des questions capitales qu'il faut soigneusement examiner.

Dieu n'a pas fait les richesses. S'il les eût faites, il n'eût pas condamné l'homme à travailler pour le punir de sa faute; punition douce, car l'homme aurait une triste existence, s'il ne travaillait pas. Il lui a donné tout simplement les éléments de la vie et de la production: l'intelligence, la force, la lumière, la terre, l'air, le feu et l'eau. Tout le reste, il faut que l'homme le produise à la sueur de son front. Aucune richesse à l'usage de l'homme n'est préexistante au travail. Il n'y a donc rien à partager que le travail, et ces richesses qui, selon le langage des empoisonneurs du peuple, doivent, bien réparties, faire l'aisance de tout le monde, n'existent que dans leur imagination détraquée. Le travail, le travail, voilà la source de tout; voilà le meilleur des partageux. Chacun recueille en raison des forces, de l'activité, de l'intelligence que Dieu lui a données, et voilà justement pourquoi l'égalité est chimérique. La poursuivre est une absurdité funeste, car elle peut faire répandre des torrents de sang et elle ne peut atteindre que le niveau de la misère. Si Dieu l'eût voulu, il eût coulé tous les hommes dans le même moule; ils auraient tous même force, même taille, même intelligence, même goût, même économie. Au lieu de cela, il les a faits très-inégaux sur

tous ces points. Puis-je être l'égal de notre voisin Nicolas, qui, au lieu de travailler comme moi, du point du jour à la nuit, passe la moitié de son temps au cabaret ? Faut-il que je partage avec lui mon froment, mes choux, puisqu'il ne veut pas en produire, quoiqu'il ait des champs aussi bons qu'étaient les miens ?

C'est sans doute par le communisme que tes docteurs veulent donner une honnête aisance à tout le monde. Ici, je te renvoie encore au petit livre du maréchal Bugeaud, ce soldat laboureur. Il a essayé, lui, ce que les communistes se bornent à prêcher ; il a associé de fiers soldats, tous jeunes et robustes, pour travailler en commun de très-bonnes terres, et il leur a donné tout ce qu'il fallait pour réussir. Eh bien ! ça n'a pas pu tenir plus d'un an. Ces camarades, associés pour la gloire et la vie de caserne, ont tous demandé à se désassocier pour le travail. « Pourquoi ? leur a demandé le vieux maréchal Bugeaud. — Parce que nous ne travaillons pas. — Et pourquoi ne travaillez-vous pas ? — Parce que nous nous mettons au niveau des paresseux. » Ces simples paroles en disent plus que tous les livres et tous les discours des socialistes.

Crois-tu que je ferais ce que je fais, si j'étais associé à trente-cinq millions de frères ?

Ce sont ces marmots qui me poussent ; c'est pour eux et pour ma femme que je travaille souvent au clair de la lune , pour ne pas perdre les bénéfices d'un beau temps. Nos habiles réformateurs me diront que c'est de l'égoïsme de famille qu'il faut remplacer par la fraternité universelle. Je leur réponds que , presque tous les chefs de familles agissant ainsi , il en résulte le bien général , beaucoup mieux que par un sentiment factice de fraternité que Dieu n'a pas mis dans notre cœur ; qu'il est bien démontré aujourd'hui qu'on produit fort peu par le travail en commun , et que , si l'on produit moins , je ne vois pas comment on assurera une honnête aisance à tous uniformément.

Mon ami , je ne vois qu'un moyen pour satisfaire aux théories de tes utopistes dangereux , c'est que Dieu fasse suffisantes pour tous ces richesses , que leur imagination prête aux riches. Nous aurons quelque chose qui approchera de l'égalité du bien-être , le jour où l'Éternel aura décidé que tout ce qui est nécessaire à l'homme tombera du ciel. Quand il y aura uniformément sur toute la surface du sol une pluie d'habits , de chaussures , de chapeaux , d'aloysaux , de beefsteaks , de gigots de mouton , de saucisses , de jambons , de pains de quatre livres , etc. , etc. , etc. , alors

Louis Blanc, Proudhon, Cabet, Considérant, Raspail, Blanqui, Barbès, Ledru-Rollin et les autres, ne seront plus absurdes ou infâmes. Ils n'auront plus qu'à se taire, tout sera fait. On divisera la terre de France en trente-cinq millions de parcelles égales, et chacun ramassera ce qui tombera dans son carré. Mais, tant qu'il faudra travailler durement pour produire le nécessaire, chacun aura ce qu'il produira. Seulement, la charité chrétienne, si elle est bien entendue, bien réglée, viendra au secours des malheureux, et même des malhabiles, dans la mesure du possible. Nous aurons occasion de parler de cela plus tard ; pour le moment, j'ai répondu en gros à toutes les idées que tu as émises. J'aurais pu trouver mille autres bonnes raisons pour les combattre, mais cela nous aurait pris deux ou trois veillées de plus. Le club nous donnera assez de besogne pour que nous ne prenions que la fleur des sujets.

PAUL.

Tudieu ! tu parles comme un livre, et j'avoue qu'il faut une foi robuste dans les systèmes socialistes pour ne pas être ébranlé. Tu m'as secoué jusque dans le fond de l'âme ; mais je veux faire encore agiter les mêmes questions au club de demain, et je viendrai passer la soirée avec toi.

PIERRE.

Eh bien ! adieu ; allons nous coucher. Embrasse tes enfants pour moi , et pense à eux.

TROISIÈME VEILLÉE.

PIERRE.

Eh bien ! Paul , les instructeurs du peuple ont-ils agité de nouveau les questions dont nous avons causé hier ?

PAUL.

J'ai fait l'avocat du diable : je leur ai présenté quelques-uns de tes arguments pour provoquer la discussion. L'un d'eux m'a répondu avec étonnement et indignation que sans doute j'avais conversé avec un *réac* , un *aristo* , un *repu* , qui trouve que tout est bien organisé dans une société où il y a beaucoup de mendiants , et encore plus de gens qui vivent péniblement au jour le jour avec un modique salaire. Je confesse que la peinture qu'il m'a faite de ces misères m'a touché jusqu'aux larmes , et que je me suis plus convaincu que jamais qu'il y a quelque chose à changer dans une organisation sociale qui donne de si tristes résultats.

PIERRE.

Il n'y a rien à changer dans les grandes et éternelles bases de cet édifice élevé par Dieu et la force des choses. Il y a des imperfections à corriger, de bonnes institutions à étendre, parce qu'elles sont insuffisantes; mais, à coup sûr, ce ne sont pas les remèdes proposés par vos charlatans politiques et humanitaires qui guériront le mal. Ce n'est pas en inspirant la haine des riches, qu'on appelle des égoïstes et des repus, ce n'est pas en les spoliant de leurs biens, qu'on fera cesser des misères que l'on exagère d'ailleurs beaucoup. On n'améliore pas le sort du pauvre en détruisant le riche, on les ruine tous deux à la fois. Tu le vois, depuis un an que les idées socialistes se sont produites effrontément et qu'elles ont eu un commencement d'application, qu'est-il arrivé? Les riches, effrayés par des menaces incessantes, se sont retirés des affaires, et ont mis à couvert ce qu'ils ont pu de leur fortune. L'industrie a été privée de capitaux par l'absence du crédit; le travail a été réduit des trois quarts, et le peuple a été bien plus misérable qu'auparavant. Les industriels, les négociants, les banquiers, les propriétaires, ont-ils gagné ce que les travailleurs ont perdu? Loin de là; tout le monde a perdu, et cela était inévi-

table. Les capitalistes, les industriels, les propriétaires et toutes les classes ne peuvent prospérer que par le travail ; je t'ai déjà démontré que tout venait de là. Quand le travail s'arrête, ou seulement décroît notablement, il y a souffrance pour tout le monde. Aussi, les fortunes anéanties par les théories infernales du socialisme se comptent par milliers, et des savants n'évaluent pas à moins de vingt-cinq milliards les pertes générales de la France. Et cependant, sauf les ateliers nationaux, nous n'avons eu que la peur du socialisme. Que serait-ce donc si nous avions la réalité dans toute son étendue ? Nous serions descendus fort au-dessous des sauvages, car nous nous serions égorgés au milieu de la misère la plus effroyable. Les travaux de la terre se seraient seuls faits en partie et tant bien que mal ; mais les grands travaux d'amélioration du sol eussent été entièrement arrêtés. Qui aurait pu construire des édifices ruraux ? Qui aurait planté des vignes, semé des forêts, desséché des marais, défriché des landes, et tant d'autres travaux ?

PAUL.

Arrête-toi un moment, Pierre ; tu m'en dis tant à la filée, que mon esprit se brouille, je ne saisis pas bien comment tout le monde peut

perdre à la fois ; car il faut bien que les uns gagnent ce que les autres perdent.

PIERRE.

Il en serait ainsi, mon cher Paul, si la fortune était comme une rivière qui, tous les ans, donne le même volume d'eau sans que les hommes s'en mêlent. Il est clair que si les propriétaires ou fermiers, placés au-dessus d'un moulin, détournent les eaux pour arroser leurs terres, le moulin n'ira plus, et les cultivateurs auront gagné ce qu'il aura perdu. Aussi y a-t-il des lois pour régler les eaux et les diviser équitablement. Il ne peut pas y en avoir pour la fortune, parce qu'elle ne coule pas comme l'eau de la rivière. Il faut, je te l'ai déjà démontré, que l'homme la produise par un travail dur et assidu, et il est juste que chacun garde ce qu'il a produit. Mais il en fait jouir les autres en employant le capital acquis à créer du travail. Si on lui prend son capital, le travail qu'il a organisé cesse, au moins pour un temps ; il est ruiné et les ouvriers souffrent, lors même qu'ils auraient eu leur part du capital, car ils perdraient beaucoup plus qu'ils n'auraient gagné. Pour bien te faire comprendre cela, il faut t'expliquer quelques vérités et les appuyer d'un petit nombre d'exemples qui te frapperont, parce qu'ils sont à ta portée.

Le capital se multiplie par le travail des

ouvriers, par l'intelligence et le crédit de ce lui qui le possède. Cette multiplication tourne-t-elle uniquement au profit du capitaliste ? Non, assurément. Il n'en recueille qu'une faible portion ; le reste est distribué aux ouvriers, qui jouissent ainsi non-seulement des capitaux antérieurs et de ceux qui viennent de se produire, mais encore de l'intelligence et du crédit du chef de la fabrique ou du propriétaire de la terre, qui est aussi un fabricant. Qu'on prenne le capital et qu'on le distribue aux ouvriers : chacun aura une faible somme de 40 ou 50 francs ; mais il n'aura plus part au crédit et à l'intelligence du chef, en un mot, aux capitaux multipliés. Exemple : notre voisin Reynier a environ 200,000 fr. de capital pour faire aller sa forge ; avec cette somme, son intelligence et son crédit, il fait dans l'année pour 1,200,000 fr. d'affaires ; cette somme peut se subdiviser ainsi qu'il suit :

Achat de matières premières, telles que charbon, minerai, castine, etc.,	fr. 600,000
Rentrée du capital roulant,	200,000
Salaire des ouvriers de tout genre, frais de commission, de transport, d'emmagasinerage,	380,000
Bénéfices du fabricant,	20,000
Total,	<hr/> 1,200,000

Ainsi, tu vois que les ouvriers de toute espèce se sont partagé 380,000 fr., provenant des bénéfices faits par la fabrique, cet instrument de travail, par le capital roulant de 200,000 fr., et surtout par l'intelligence et le crédit du fabricant. Il y a donc là une grande association entre le capital, l'intelligence et le crédit d'une part, de l'autre, le travail. Celui-ci est-il le moins bien partagé? Il est aisé de prouver le contraire : les travailleurs ne courent aucun risque et ils ont pour eux dix-neuf fois autant que le fabricant. Il est vrai que chaque ouvrier a beaucoup moins que le chef, mais il n'a engagé aucun capital, pas même celui de ses bras, car son salaire lui était garanti et payé chaque semaine.

Trouve-t-on que le chef de l'industrie gagne trop? mais qu'on réfléchisse donc qu'il engage toute sa fortune et celle de sa famille; que souvent il perd ou gagne beaucoup moins, et qu'en réalité il n'est que l'agent d'affaires responsable de tous les ouvriers qu'il emploie. Il est leur guide et leur payeur : n'est-il pas juste qu'il soit rétribué, et qu'il retire un intérêt du capital qu'il a conquis par le travail, au profit de tous, avant et après?

J'ai établi que les ouvriers se partageaient 380,000 fr. en une seule année. Ils en auront

probablement autant l'année prochaine et suivantes ; mais si , au lieu de laisser marcher la forge , ils prenaient le capital , ils se partageraient 200,000 fr. une fois , au lieu de 380,000 fr. , et l'année suivante ils n'auraient rien. C'est ce qui s'appelle éventrer la poule pour manger quelques œufs sans coque ; elle ne pond plus.

Les socialistes te diront qu'ils lui feront pondre deux œufs par jour , en associant les ouvriers de Reynier au moyen des 200,000 fr. qu'on lui prendra.

Si ce capital a été partagé , il faut qu'on se dépêche de former l'association et de rcaisser les 200,000 fr. Quelque prompt qu'on soit , il est bien à craindre que grand nombre de quotes-parts n'aient disparu ou ne soient fort écornées.

Enfin supposons-les associés , avec un capital quelconque : dis-moi , connais-tu dans la masse d'ouvriers du voisin , un seul homme aussi capable que lui de diriger les travaux de la forge et toutes les opérations commerciales qui en découlent ? Ils choisiront trois , cinq ou sept des moins incapables , pour le conseil d'administration. En mettant à part l'inexpérience et l'inhabileté , ce conseil aura-t-il l'u-

nité de vue et d'action d'un seul bon directeur ? Aura-t-il , pour conserver et accroître ce capital qui appartient à tous , la même sollicitude que Reynier qui avait engagé dans l'entreprise l'avenir de sa famille ? Non , cela n'est pas possible , car ce n'est pas dans la nature de l'homme. L'association ne durerait pas 6 mois. La discorde s'établirait tout d'abord pour la fixation du *minimum* des salaires , en raison de l'habileté et de l'aptitude de chacun , si c'était ce système de communauté qui fût admis. Si c'était la communauté égalitaire , elle se dissoudrait dès les premiers jours , parce que l'ouvrier habile et actif ne consentirait jamais à se mettre au niveau de l'incapable et du paresseux. Mais quel que soit le mode d'association , il suffit que le principe de la communauté y entre d'une manière ou d'une autre , pour qu'il y ait peu d'ardeur pour le travail , et partant , diminution de produits. On verrait rapidement baisser le dividende , et bientôt il faudrait entamer le capital pour faire face aux besoins des ouvriers. Ce triste état de choses , joint aux divisions et même aux haines intérieures , pousserait les ouvriers à demander à Reynier de reprendre sa forge.

Ce que je viens de te dire de cette usine , s'appliquerait à toutes les autres , et même à la terre , qui est aussi une fabrique.

Tu as entendu parler du célèbre Jacques Bujault, propriétaire près de Mesle, qui a écrit de si bons livres pour enseigner l'agriculture aux paysans et les rendre plus moraux. Les cultivateurs firent une grande perte quand il mourut : il ne se bornait pas à écrire, il prêchait d'exemple, et sa propriété était admirablement cultivée. Il multipliait ainsi les produits au profit de tous, ce qui lui permettait d'employer tous les bras disponibles autour de lui et dans toutes les saisons. C'est ainsi qu'il partageait à chacun les fruits de son intelligence et des capitaux qu'il avait accumulés. Aussi la misère était inconnue dans les alentours.

Tu vois par là que le dernier manouvrier prenait part à la fortune de Jacques Bujault sans être possesseur de sa terre. Il est donc vrai de dire que la fortune des riches est aussi celle des pauvres, puisque les premiers partagent tous les jours avec les seconds par le travail que ceux-ci créent avec leur intelligence. Les riches ne sont exactement que les administrateurs, les tuteurs, les directeurs des pauvres, et il est évident que Dieu a permis qu'il y en ait pour qu'ils jouent ce rôle. Si, par une barbare et stupide injustice, les socialistes les détruisaient, il s'en créerait

d'autres, parce qu'ils sont indispensables, et qu'il résulte de la force des choses et surtout de la liberté, que tout homme doit avoir le droit de travailler comme il veut et de jouir du fruit de ses sueurs.

Comprends-tu maintenant que les trente-trois millions de travailleurs ne s'enrichiraient pas en prenant les terres, les fabriques et les capitaux d'un petit nombre de riches, qui leur sont presque aussi indispensables que l'air qu'ils respirent ?

PAUL.

J'avoue que tes raisonnements troublent mon imagination, au point que je me sens incapable de te répondre. C'est pourquoi je voudrais que tu vinsses au club pour entendre nos orateurs.

PIERRE.

Cela n'est pas nécessaire : outre qu'ils ne voudraient pas, selon leurs habitudes tyranniques, écouter mes objections, je les sais par cœur ; j'ai lu leurs livres ; cela me suffit ; ils ne font autre chose que répéter des folies aussi anciennes que le monde pour la plupart.

PAUL.

Tu m'as exposé les obstacles de l'association partielle pour une fabrique ou une terre ; mais que penses-tu de l'association universelle par la fraternité des peuples ? Nos chefs

disent que c'est là qu'il faut arriver par le progrès de l'idée, et qu'alors il ne pourra y avoir aucune misère sur la terre parce que les peuples s'entr'aideront, et que, ne pouvant être frappés tous à la fois par les mauvaises récoltes, par les crises commerciales et industrielles, ils en auraient les moyens. Il me semble qu'il y a là du vrai.

PIERRE.

Voilà de belles phrases pleines de vent. Si je n'avais pas tant envie de dormir, il me serait facile de dissiper les illusions qu'elles produisent dans ton esprit; ce sera pour demain, si tu veux. Il est près de minuit : heureusement c'est demain dimanche.

QUATRIÈME VEILLÉE.



PIERRE.

Eh bien ! Paul, qu'as-tu appris au club aujourd'hui ?

PAUL.

Il n'y a pas eu de séance : le président, le vice-président et trois ou quatre des principaux orateurs étaient appelés devant le juge de paix pour certaines contraventions et de

mauvaises chicanes que leur font des réactionnaires.

PIERRE.

Cela ne me surprend pas : je connais parmi vos meneurs plusieurs individus qui ont été repris de justice ; j'en connais un autre qui a tenu longtemps une maison de prostitution, et qui ne l'a quittée que parce qu'il a fait banqueroute. J'en connais d'autres qui ont fait de très-mauvaises affaires, parce qu'ils sont faibles et débauchés. Voilà les gens qui soutiennent que la société va mal. Mais laissons ces indignes réformateurs qui auraient grand besoin de se réformer eux-mêmes, et reprenons notre conversation d'hier soir.

Tu crois qu'il y aurait du bien à attendre de l'association générale de tous les peuples, et tu crois sans doute cela possible ?

PAUL.

Il me le semble, mais je suis bien aise de t'entendre.

PIERRE.

Paul, si tu conduisais seul à grand'peine quatre chevaux attelés à une charrue, croirais-tu qu'il serait facile d'en conduire cent d'humeur et de caractère très-divers ?

Je t'ai montré les difficultés ou presque l'impossibilité de faire marcher l'association

pour une seule fabrique, et l'on vient nous dire qu'il faut tendre à l'association universelle ! Mais cela seul aurait dû te faire comprendre que vos maîtres sont les plus grands fous du monde, s'ils sont sincères, ou les plus grands scélérats, s'ils ne croient pas à leurs théories.

Je ne ferai pas un long discours pour te démontrer l'absurdité de ce projet, si fort au-dessus des forces de l'homme, que Dieu seul pourrait l'exécuter. Je me trompe, le citoyen Proudhon, votre grand maître, se charge de remplacer Dieu, et l'a dit très-modestement.

Je t'ai dit que le maréchal Bugeaud dans des essais de travail en commun qu'il a faits en Afrique, avait été obligé de dissoudre l'association des trois villages militaires, parce qu'il n'y avait pas d'émulation et que l'on ne travaillait pas. Ce furent les soldats associés eux-mêmes, qui demandèrent qu'on établît le travail chacun pour soi, et ils donnèrent pour cela de fort bonnes raisons : « Nous nous mettons au niveau des paresseux, dirent-ils au gouverneur, et c'est pour cela que nous perdons notre récolte. » Eh bien ! Paul, crois-tu que, si une soixantaine de soldats n'ont pu rester associés, il sera facile d'associer le genre humain ? Figure-toi donc un

paysan de la Bretagne travaillant en commun avec les paysans de la Russie ? Comprendra-t-il cela , et , s'il le comprend , crois-tu qu'il travaillera , quand il saura qu'il doit partager , si besoin est , avec un cosaque ou un baskir ?

Supposons que notre récolte soit mauvaise et qu'elle soit bonne en Russie : t'imagines-tu que les cultivateurs russes consentiront facilement à nous envoyer une part de leur froment ? Mais qui règlera cette part proportionnelle qu'un peuple devra envoyer à l'autre ou à plusieurs autres pour combler les *déficits* en tous genres ? Tu comprendras bien qu'il n'y a qu'un despote absolu de l'univers qui pourrait la régler ; et il faudrait qu'il fût bien habile , bien clairvoyant pour faire ainsi la balance des besoins et des excédants de chaque peuple ou fraction de peuple. Il ne faudrait pas seulement qu'il répartit les produits en tous genres , il faudrait encore qu'il dirigeât leur production sur la surface entière du globe , car personne ne possédant rien et le gouvernement possédant tout , il est chargé de la direction de tout. Aucun homme ne pourra se mouvoir s'il n'en a reçu l'ordre , et ce sont les hommes qui s'intitulent les *grands amis de la liberté* qui nous prêchent un despotisme par lequel l'homme serait ravalé , non pas au niveau des animaux des forêts , ceux-là jouis-

sent à peu près de leur liberté d'action , mais au niveau des animaux domestiques.

Nous serions tous obligés de travailler, de manger, de reposer, de dormir à la même heure et le même nombre d'heures ; c'est bien clair. Puisque nous serions tous associés , il faudrait que chacun apportât la même quantité de travail à l'association , pour avoir un droit égal au produit. N'oublie pas qu'ils ont décoré ce régime du nom d'*égalité*.

Encore un coup , je ne vois que Dieu ou Proudhon qui puisse diriger tout cela. Je n'irai donc pas plus loin ; je ne veux pas discuter la puissance de Dieu ni celle de Proudhon ; je suis trop religieux pour me le permettre.

PAUL.

Tu es désespérant , Pierre : tu veux renverser une à une toutes les théories sur lesquelles nous fondons le bonheur du peuple ; mais , du moins , tu m'accorderas bien que , dans une société bien organisée , le peuple a droit au travail ?

PIERRE.

Qu'entends-tu par là ? Est-ce le droit de travailler ? Qui t'en empêche , mon garçon ? Est-ce qu'il y a quelque loi qui t'interdise d'employer ton activité quand tu veux , où tu veux , et comme tu veux ? Prends-en donc

à ton aise : tu ne verras jamais ni agents de police , ni gendarmes t'en empêcher. Travaille comme un , comme deux , comme trois si tu le peux , et fais de la richesse , rien ne t'arrête.

PAUL.

Ta ! ta ! ta ! ta ! comme tu y vas ! ce n'est pas de cela qu'il s'agit. On sait bien qu'on peut travailler ; mais , pour travailler , il faut avoir du travail. Eh bien ! un bon gouvernement doit garantir le travail. Le gouvernement provisoire nous l'a promis dans son décret du 5 mars , et nous le voulons.

PIERRE.

Le gouvernement provisoire vous en a promis bien d'autres , et rien de ce qu'il a promis ou décrété ne s'est réalisé ; excepté pourtant les quarante-cinq centimes , parce que c'était déjà à peu près empoché et dépensé quand l'Assemblée constituante est arrivée , et que , d'ailleurs , le gouvernement républicain à bon marché avait fait un tel trou dans le budget qu'il a bien fallu passer par-dessus les quarante-cinq centimes pour en boucher une partie ; mais qu'est-il arrivé de tout le reste de ces pompeuses promesses ? L'impossibilité ou le danger de l'exécution a conduit l'Assemblée constituante à défaire tout ce que le gouvernement provisoire avait fait.

Nous voulons le droit au travail, dis-tu? Paul, le peuple est bien fort : mais fût-il encore dix fois plus fort, il ne ferait pas qu'un bâton n'ait pas deux bouts, ni qu'une chose impossible soit réalisable. Ton gouvernement provisoire a essayé du droit au travail : tout ce qu'il a pu faire, avec la puissance absolue qu'il avait en main, ç'a été d'amener 120 ou 130,000 fainéants sur des travaux de terrassements qu'ils n'ont pas faits, mais pour lesquels on les a bien payés. S'ils n'ont pas fait ces travaux, ce n'est pas parce qu'ils les jugeaient à peu près inutiles, c'est parce qu'ils prétendaient que l'État devait les nourrir sans rien faire.

Ils jouaient au bouchon ou aux cartes, ils fumaient la pipe ou le cigare, ils formaient des clubs en plein vent, ils discutaient sur les grands intérêts de l'État, et le pauvre paysan payait les quarante-cinq centimes pour solder ces excellents ouvriers!

Voilà tout ce que le gouvernement provisoire a su imaginer pour l'exécution de son célèbre décret. Mais, dis-moi, Paul, est-ce qu'il n'y a que des terrassiers en France? Pourrais-tu me dire combien il y a de métiers dans les métaux, depuis l'épingle jusqu'à la machine à vapeur? Combien de métiers dans les tissus, depuis la fabrication du lien à 2 centimes le mètre jusqu'à celle de

l'étoffe de soie la plus riche de la manufacture de Lyon? Et les autres métiers, combien y en a-t-il? A l'infini. Eh bien! si le droit au travail était dans la loi, le gouvernement serait tenu de donner du travail à tout cela, quand une crise commerciale et industrielle forcerait les fabriques et les ateliers à se fermer. Supposons qu'il y ait seulement 5,000,000 de travailleurs sur le pavé, y compris les cultivateurs, et dis-moi si ton imagination comprend comment un gouvernement, lors même qu'il aurait l'argent nécessaire, pourrait donner du travail à ces cinq millions d'ouvriers de métiers si divers? Il lui faudrait une grande armée d'agents pour diriger ces travaux, et, en les supposant tous très-habiles, ils n'en viendraient pas à bout.

Mais, que ferait l'État des produits? Il ne trouverait pas à les vendre, car, s'il y avait eu des débouchés, les fabriques ordinaires auraient continué de travailler, et l'on n'aurait pas eu besoin du droit au travail. Mettra-t-il les objets fabriqués par le droit au travail dans de grands magasins? Mais il y aura bientôt un gros encombrement, à supposer que les travailleurs travaillent, ce qui n'est pas prouvé. S'il garde les objets fabriqués, il fera qu'une crise, qui n'aurait duré peut-être que

deux ou trois mois, durera une ou plusieurs années.

Mais je m'égare. L'encombrement ne sera pas si grand que je supposais, car le droit au travail ne pourra pas avoir satisfaction pendant trois mois. Où prendrait-on de l'argent pour solder toutes les industries diverses de 5, 000, 000 d'ouvriers? Chez les riches, disent les démagogues; soit, prenons-leur tout, et il n'y en aura pas pour trois mois : ces riches ne consommeront plus, et les produits resteront en magasin.

Dans ce système, mon cher Paul, il faudrait brûler sur la place publique tout ce que produirait le droit au travail; mais alors le capital ne se renouvellera pas, comme il le fait ordinairement, par la vente; et la fortune des riches étant, comme je l'ai dit, bientôt épuisée, il faudra bien que l'on s'arrête malgré la loi et la force du peuple souverain. Que deviendra-t-il alors, ce pauvre peuple abusé par les charlatans politiques? Les riches n'ont plus rien; où prendra-t-il de quoi satisfaire à ses besoins? S'emparera-t-il de la terre, des maisons? Mais on ne vit pas avec ça; la terre ne produit qu'avec de grands travaux, et il faut attendre au moins six mois pour obtenir une récolte quelconque. Pillera-t-il les paysans après avoir ruiné les riches? Les paysans sont

plus nombreux et au moins aussi vigoureux que les ouvriers des villes; ils défendront leurs denrées, et nous aurons la guerre civile. Voilà, mon cher Paul, où nous conduit inévitablement, fatalement, le droit au travail. Je n'ai fait qu'effleurer le sujet : il y a un gros livre à écrire sur cette matière; mais j'en ai dit assez, ton esprit et surtout ton cœur me comprendront. Tu ne veux pas ruiner les riches, n'est-ce pas? Tu ne veux pas piller les paysans, et tu ne veux pas la guerre civile?

PAUL.

Oh! non, je ne veux pas tout cela; mais je croyais qu'il y avait des moyens pour faire que la richesse fût mieux répartie, et qu'on ne vît pas des misérables à côté des gens opulents.

PIERRE.

Mais, mon pauvre Paul, je t'ai déjà fait voir comment venait la richesse; l'as-tu déjà oublié? Elle est la fille du travail, elle n'a pas d'autre origine, et c'est par le travail qu'elle se répartit de la manière la plus équitable. Chacun est rétribué selon ses œuvres, comme disaient autrefois les Saint-Simoniens qui sont morts, bien morts, et qui seront bientôt, j'espère, suivis dans la tombe par les socialistes de toutes les nuances. Mon ami, c'est Dieu lui-même qui a réparti la richesse en faisant

les hommes avec une force, une intelligence, une activité, des goûts, des penchants, des vertus et des vices très-divers. Je rabâche peut-être, car je crois t'avoir déjà dit cela ou à peu près; mais on ne saurait trop répéter des vérités si simples, parce qu'elles sont très-méconnues, même par de savants professeurs.

Pendant que je faisais mon droit à Paris et que je suivais en même temps d'autres écoles, j'ai entendu très-souvent nos maîtres professer des idées socialistes et républicaines, car ils mêlaient tout cela. Mon professeur d'histoire y manquait rarement, et c'est de nos grandes écoles, polytechnique et autres, que sont sorties toutes ces absurdités funestes. Voilà pourquoi je n'en veux pas à ce pauvre peuple de toutes ses folies; ce n'est pas lui qui les a inventées, il en est la victime, car cela pèse sur lui autant ou plus que sur les riches.

PAUL.

Mais, puisque tu démolis toutes les doctrines qui font notre espérance, tu me diras bien au moins, car tu conviens qu'il y a quelque chose à faire, quelles sont les mesures à prendre pour faire cesser les maux que nous voyons dans la société.

PIERRE.

Je ne connais rien qui puisse faire cesser tous les maux. Il y aura toujours des pauvres et des riches, des hommes vigoureux et des hommes faibles, des hommes intelligents et des hommes bornés ou stupides, des hommes prodigues et des hommes économes, des hommes vertueux et des hommes vicieux. Il n'y aura donc jamais d'égalité absolue : c'est une chimère qu'il ne faut pas poursuivre, car, en la poursuivant, on ferait disparaître le bien qui existe et on aggraverait le mal. Mais il y a des moyens d'atténuer les inconvénients de tout cela : je tâcherai de t'en indiquer quelques-uns demain soir, si tu veux revenir.

PAUL.

Oh ! oui, je reviendrai, car tu m'as rendu bien malheureux aujourd'hui en ébranlant ma foi.

CINQUIÈME VEILLÉE.

PAUL.

Je viens de meilleure heure qu'à l'ordinaire, car je suis impatient de savoir comment tu remplaceras, pour le bonheur du peuple, les doctrines de nos maîtres.

PIERRE.

Halte-là ! Paul ; je n'ai pas la prétention de réaliser la chimère de l'égalité et de la richesse pour tous. Je veux seulement aller jusqu'à la limite de ce qui est possible , si je sais le reconnaître. Le premier, le plus grand de tous les moyens d'améliorer le sort du peuple , c'est de le moraliser et de lui donner de la raison. Depuis un siècle on s'est appliqué avec ardeur à détruire chez lui les croyances religieuses , le respect de l'autorité qui représente la loi , les liens de la famille , l'amour et le respect des parents , en un mot , on lui a appris à mépriser tout ce qui est honnête et sacré. En même temps qu'on détruisait tout cela , on lui enseignait des droits pour la plupart chimériques ou dangereux , et on ne lui parlait jamais de ses devoirs envers la société ; on lui donnait des appétits , des passions qu'aucune forme de gouvernement ne pourra jamais satisfaire. Le plus grand service à rendre au peuple aujourd'hui , c'est de le ramener à la religion , aux sentiments qui font le bonheur et la prospérité des familles , et au respect de la loi. Il faut aussi lui enseigner à régler ses désirs et son ambition sur la mesure du possible : en un mot , il faut dissiper dans son esprit toutes les erreurs , toutes les illusions que les démagogues et les socialistes y ont accu-

mulées. Sans cela, mon ami, le peuple, tourmenté par des idées irréalisables, ne sera jamais heureux.

Les misères que l'on signale dans les villes, et surtout dans les grandes, sont principalement dues à la vie peu régulière, peu morale des ouvriers. S'ils étaient gouvernés par l'esprit de sagesse, par les vrais sentiments de la famille, ils seraient bien rarement en souffrance. Pour le comprendre, compare le salaire de l'ouvrier de la ville à celui de l'ouvrier des campagnes. L'ouvrier de Paris gagne, en moyenne, de 3 fr. à 4 fr. par jour, pendant que l'ouvrier des champs ne gagne dans la plupart de nos provinces que 1 fr. pendant les trois quarts de l'année et 1 fr 25 c. pendant la saison des récoltes. Si le premier était économe, s'il n'allait pas au cabaret le dimanche, le lundi et quelquefois le mardi, sur le produit du travail de la semaine, il pourrait certainement faire des économies qui, accumulées pendant dix ou quinze ans, lui formeraient un capital avec lequel il pourrait s'établir à son tour. Ceci n'est pas une fiction : la plupart des maîtres et même des gros fabricants sont arrivés comme cela. Mais, me diras-tu, tous les ouvriers ne peuvent pas devenir maîtres. C'est vrai, il y en aurait trop, mais ceux qui ne trouveront pas à deve-

nir maîtres dans leur industrie, placeront leurs capitaux à la caisse d'épargne ou ailleurs, et sur leurs vieux jours, quand ils ne pourront plus travailler, ils auront une honnête existence : ou bien ils achèteront une petite propriété et se retireront dans les champs. Tu m'objecteras peut-être encore que les chômages provenant des crises commerciales les forceront à consommer leurs économies : je réponds que, s'ils sont réellement économes, le chômage n'absorbera jamais toute leur réserve, parce que les crises commerciales et industrielles n'arrivent que de loin en loin, tandis que l'économie est de tous les jours.

Les chômages seraient encore bien plus rares si les ouvriers étaient sages ; si au lieu de faire des émeutes, ils respectaient les lois et attendaient tout de la puissance du vote universel ; s'ils voulaient comprendre que le seul moyen raisonnable et sans danger de redresser les griefs qu'ils pourraient avoir, consiste à nommer d'autres députés si ceux qu'ils ont ne leur paraissent pas bien faire leurs affaires. Le peuple est roi, qu'il fasse comme les rois ; quand ceux-ci sont mécontents de leurs ministres, ils les changent ; les députés sont aujourd'hui les ministres du peuple. Si, au lieu de cela, il fait une insurrection, il s'insurge contre lui-même et il se ruine.

Mais revenons à l'ouvrier des champs. Il ne gagne que 20 ou 25 sous par jour; il trouve avec cela le moyen de vivre, et, s'il est sage, il fait même quelques économies. J'en ai connu, et toi aussi, qui simples manouvriers sont arrivés avec beaucoup d'ordre à acheter un champ sur lequel ils ont fait construire une assez bonne petite maison. Notre voisin Jacques l'Auvergnat est venu ici, il y a 20 ans, sans sou ni maille; et aujourd'hui il a une propriété qui vaut cinq ou six mille francs, et sa maison est fort bien meublée. Il est vrai que, comme il était très-bon ouvrier, il gagnait 30 sous par jour, et il ne passait pas le dimanche et le lundi au cabaret, comme font beaucoup des artisans des villes. Le dimanche, après la Messe, il donnait quelques petits soins à sa propriété, et souvent il avait travaillé deux heures dans son champ, au clair de la lune, lorsqu'il venait chez moi, au soleil levant, pour faire sa journée. Tous les ouvriers de la terre ne font pas et ne peuvent pas faire comme Jacques, j'en conviens; mais tous ceux qui sont passablement actifs et très-économiques ramassent quelque chose pour leurs vieux jours.

Si l'ouvrier de la ville était aussi actif, aussi sage, aussi modéré dans ses goûts, il arriverait à l'aisance beaucoup plus vite que

celui des champs, parce qu'il gagne des salaires beaucoup plus considérables, et qu'en faisant la part des dépenses, plus forte à la ville qu'à la campagne, il leur reste encore plus qu'à l'ouvrier de la terre. La preuve que je dis vrai, c'est qu'il chôme le lundi, souvent une partie du mardi, qu'il va au spectacle et qu'il se procure d'autres jouissances parfaitement inconnues de nos paysans.

Ainsi, il n'y a pas à en douter, la plus grande source de l'aisance et du bonheur du peuple des villes est dans la morale, qui conduit à une vie régulière et économique.

C'est donc à moraliser le peuple et à éclairer sa raison que doit s'attacher l'Assemblée législative que nous allons élire.

Mais ce remède est lent : on ne détruira pas tout de suite les erreurs qui tourmentent les imaginations malades. Il faut donc faire d'autres choses qui, en améliorant un peu le présent, calmeront l'esprit du peuple et nous permettront d'attendre les résultats du remède souverain dont je viens de parler.

Il faut étendre, multiplier les instructions de prévoyance et de bienfaisance. Il ne faut pas seulement que le gouvernement s'en mêle : les chefs de fabriques, les grands propriétaires peuvent aussi créer des institutions pareilles pour garantir des secours aux vieillards et

aux infirmes. Ces institutions existent déjà dans quelques fabriques. J'en connais où les ouvriers à l'âge de 50 ans sont assurés d'une pension de quatre à cinq cents francs. Tu comprendras bien que la bienfaisance des riches ne suffirait pas pour doter convenablement ces institutions : il faut que les travailleurs y aident par un léger prélèvement sur leur journée. Voilà ce que je voudrais voir établir dans tous les cantons de France et dans toutes les fabriques de quelque importance. Il est facile de comprendre qu'alors les révolutions seraient bien rares : les Proudhon et les autres socialistes prêcheraient dans le désert, parce que les ouvriers comprendraient très-bien qu'une révolution ferait disparaître les caisses sur lesquelles sont fondées les espérances de leurs vieux jours.

Joignons à cela toutes les institutions possibles de charité : il y en a déjà beaucoup, quoi que disent les démagogues ; la charité est grande en France. Étendons-la si nous pouvons : augmentons les hôpitaux, les salles d'asile, les crèches, etc., etc. ; mais faisons-le cependant avec prudence, car l'excès du bien engendre quelquefois le mal. Prenons garde de donner des primes à l'imprévoyance, à la prodigalité, au vice ; prenons garde que l'homme, comptant trop sur les secours de

la société, ne compte pas assez sur lui-même. Dans cet ordre d'idées, je préfère les institutions de prévoyance alimentées en partie par un prélèvement sur le travail, aux institutions de charité.

Les premières peuvent s'étendre indéfiniment sans danger; les secondes, trop étendues, auraient de grands inconvénients.

Je t'ai vidé mon sac, Paul; je ne connais aucun autre remède; et cependant je te jure qu'il y a longtemps que j'en cherche, avec le plus vif désir d'en trouver, car j'aime le peuple avec passion parce que j'en suis. Il est vrai que je n'aime pas moins les riches, quoique je n'aie qu'une bien médiocre fortune: je les confonds avec les autres dans mon cœur, attendu que, pour moi, le peuple c'est tout le monde; c'est une grande association de frères qui s'entr'aident mutuellement et dont les intérêts sont parfaitement liés. Bien aveugles ou bien pervers sont ceux qui, ne voyant pas cette communauté, cherchent à mettre les diverses classes de la société en guerre les unes contre les autres !

Tu trouveras peut-être, mon cher Paul, que mes recettes sont bien peu de chose. C'est vrai, si tu les compares aux promesses trompeuses que l'on t'a faites; mais tu reconnaîtras avant peu, j'en suis sûr, qu'elles ont mille fois

plus de puissance que les théories du socialisme. Que dis-je ? Dans celles-ci il n'y a que du mal, et si dans les moyens que j'indique, il n'y a pas tout le bien désirable, il y en a du moins beaucoup. Jusqu'ici je n'ai trouvé que cela de possible : je désire ardemment que d'autres soient plus heureux que moi. Pendant que les révolutionnaires de toutes les nuances emploient toute leur ardeur à propager leurs détestables doctrines, les hommes éclairés cherchent les moyens réels d'améliorer le sort des classes pauvres. Les imaginations sont en travail, il en sortira certainement quelque chose de bon, et je m'empresserai de m'y rallier.

PAUL.

Ah ! je suis bien plus content qu'hier, tu m'as mis un peu de baume dans le cœur. Il y a donc quelque chose à faire. Embrassons-nous ; si je savais parler au club, je répéterais ta conversation de ce soir. Je te reverrai demain : j'aurai réfléchi à tes paroles, et puis je te demanderai des explications sur ce que nous auront dit nos orateurs. Adieu, bonne nuit.

SIXIÈME VEILLÉE.



PIERRE.

Bonsoir, Paul ; tu as l'air bien triste aujourd'hui ; qu'as-tu donc , mon ami ?

PAUL.

En réfléchissant à ce que tu m'as dit hier, la satisfaction que j'avais éprouvée d'abord s'est bientôt changée en tristesse. Quoi ! il n'y a rien à faire pour le peuple que ce que tu m'as dit ? Moi qui m'étais bercé si longtemps de l'espoir de voir tout le monde également riche et également heureux !

PIERRE.

Mon ami, il peut y avoir encore quelque chose à faire que je n'ai pas imaginée et qu'on imaginera ; mais, quoi qu'on fasse, tu ne trouveras jamais la réalisation de tes rêves. Que veux-tu qu'on fasse pour le peuple, puisque c'est lui qui fait tout ? Il n'est pas seulement souverain politique, il est encore le roi du travail : or, tu le sais, c'est de là que vient toute fortune. Où pourrait-on la prendre ailleurs pour la lui donner, et qui la lui donnerait ? Si cette fortune indépendante du travail existait, le peuple n'aurait pas besoin qu'on la lui don-

nât : il la prendrait, car il est tout-puissant. Tout ce que peut faire un bon gouvernement, c'est de bien administrer le peuple au moyen des impôts que le peuple consent à lui donner. S'il voulait faire autre chose que cela, il ne pourrait y parvenir qu'en prenant dans la poche droite du peuple pour mettre dans sa poche gauche. Avec l'impôt, le gouvernement, s'il est habile, favorise le travail en multipliant et en améliorant les voies de communication par terre et par eau, en créant des ports, en faisant de bonnes lois de douane et de bons traités de commerce qui multiplient nos relations avec les autres peuples, et surtout en encourageant l'agriculture ; enfin il maintient l'ordre, qui est le patron et le protecteur du travail. Il y a de bonnes gens qui s'imaginent que l'ordre n'a été inventé que pour protéger les riches. C'est là, mon cher Paul, une grave erreur. L'ordre est encore plus nécessaire aux simples travailleurs qu'aux chefs du travail. Tu as vu, dans l'année qui vient de s'écouler, combien le désordre avait produit de gens oisifs et malheureux. Les riches ont perdu aussi, et beaucoup ; cependant ils n'ont pas souffert matériellement, parce qu'ils avaient des avances ; mais le pauvre ouvrier, dont la famille vit avec le salaire de chaque jour, a dû s'imposer de rudes pri-

ventions. Je t'ai dit hier qu'avec une éducation plus morale on rendrait le peuple plus heureux. Il y a encore une autre source de bonheur ; elle est vaste et presque intarissable. Je la regarde depuis longtemps comme un des plus grands moyens de guérir les maux de la société, c'est l'agriculture. Elle peut occuper deux ou trois fois autant de bras que ceux qu'elle a, et le sol de la France, exploité avec intelligence par ces bras multipliés, nourrirait trois nations comme la nôtre, c'est-à-dire environ cent millions d'individus. Tu peux en juger, Paul, par un petit exemple, par ma propriété. Elle représente à peu près une bonne métairie du pays. Autrefois elle était cultivée par une famille de six personnes qui y vivait assez misérablement. Aujourd'hui, par les perfectionnements graduels que j'y ai introduits, elle nourrit et entretient ma famille, quatre gros valets, deux filles de ferme et six ou huit journaliers qui travaillent à peu près constamment chez moi ; et cependant, Paul, j'ai encore bien des progrès à faire ; je ne m'arrêterai pas là. Maintenant compare ma petite propriété à ces grands espaces si mal cultivés que tu as pu observer en traversant le Berry, le Limousin, l'Auvergne, le Périgord, une partie du Poitou, la Sologne, la Creuse et

tant d'autres terrains que l'on ne cultive pas ou que l'on cultive mal, parce qu'on manque de bras, et tu comprendras l'immensité du travail et des salaires qu'on peut trouver sur le sol.

Je gémis lorsque je vois dans nos grandes villes de si grosses masses de population se promener sans rien faire, même les jours ouvriers, pendant que dans les champs nous voyons une solitude affligeante, sauf dans les environs des grandes villes. La plupart des travaux restent à faire, et ceux que l'on pratique sont très-imparfaits. Il y a là, cher ami, une mine bien riche à exploiter au profit du bonheur et de la moralité de la nation. Console-toi donc un peu. En donnant au peuple une éducation plus raisonnable, il ne croira plus aux chimères des socialistes, et il appréciera mieux la vie des champs. Au lieu d'aller s'entasser dans les grandes cités, il restera au village. Il comprendra que, s'il a un travail plus dur, un salaire moins élevé, il a une vie plus assurée, plus libre, plus indépendante des crises politiques et financières.

Le paysan est moins riche dans une époque de trouble que dans les temps calmes; mais il ne souffre pas de la faim, et il peut attendre que l'ordre, ce grand bienfaiteur de

l'humanité, se rétablisse. En attendant, il sème son blé et le voit pousser; il soigne ses vaches et voit naître ses veaux. L'ouvrier de la ville, au contraire, quand le travail est suspendu, est livré à la misère et à la plus complète oisiveté. C'est alors que de méchants ambitieux s'emparent de lui, le poussent au désespoir et lui font faire une émeute dans laquelle bon nombre payent de leur sang l'élévation des tribuns qui les ont excités. Le lendemain, la masse est encore plus malheureuse, mais les charlatans sont au pouvoir. Ils font alors des phrases et des lois creuses, et comme ils sont bien casés, ils invitent à leur tour le peuple à l'ordre et à la patience. Oh! détestables trompeurs de peuple, que je vous hais et vous méprise!

PAUL.

Cette fois je suis entièrement de ton avis. Oui, sans le moindre doute, il y a de grandes ressources d'avenir dans la culture, et je fais des vœux pour qu'on prenne tous les moyens possibles pour y retenir nos paysans et pour y ramener le trop-plein de nos grandes villes.

PIERRE.

Es-tu allé au club aujourd'hui, et qu'y a-t-on fait?

PAUL.

J'ai vu et entendu des choses toutes nouvelles. D'abord, on y avait amené deux sous-officiers en congé; tu dois les connaître, ils sont du voisinage. L'un est le fils de Granger, l'autre de Guillaume Massot, deux beaux garçons, ma foi, et qui ont pris un air bien dégourdi. C'est l'avocat Frossard qui les avait engagés à assister à cette séance; elle a été presque entièrement consacrée à leur éducation politique. Je n'ai jamais vu Frossard si éloquent : il a fait un grand discours qui a duré plus d'une heure, pour démontrer que les soldats ne devaient jamais faire feu sur le peuple. Qu'en penses-tu, Pierre?

PIERRE.

Mon ami, il faut d'abord bien s'entendre sur le mot peuple; pour les démagogues et les socialistes, le peuple se compose de tous les fainéants et les vicieux d'une grande ville, c'est-à-dire la tourbe. Ce peuple-là, à leur dire, doit être obéi dans tous ses caprices. Il lui est permis de renverser tous les gouvernements et de tirer sur les troupes, sans que celles-ci aient le droit de se défendre. Ces prétentions seraient fort commodes; mais notre brave armée ne les admettra pas : elle sait qu'elle est instituée pour défendre le vrai peuple contre les attaques de ces

bandits qui forment l'armée des socialistes et des révolutionnaires de toute espèce; et elle manquerait à tous ses devoirs envers le peuple, si elle ne rendait pas guerre pour guerre aux gens qui, en attaquant les lois, attaquent le peuple qui en est la source, puisqu'elles sont faites par les représentants qu'il a nommés.

Crois-tu que c'était le peuple qui attaquait l'Assemblée nationale le 15 mai et le 23 juin? et t'imagines-tu que nos soldats sont criminels pour avoir répondu à leurs coups de fusil par des coups de fusil? Ils ont au contraire accompli un devoir sacré, et en même temps ils ont fait usage d'un droit: celui de la défense légitime. Mais, en supposant que les hommes qui ont attaqué le gouvernement le 15 mai et le 23 juin eussent des griefs légitimes, que tu sais bien ne pas exister, est-il permis à une petite fraction du grand peuple d'agir en son nom, à main armée, sans en avoir reçu le mandat de la généralité du peuple? Mais le peuple ne leur donnera jamais un pareil mandat, parce qu'il sait qu'il a des moyens tout-puissants pour faire redresser ses griefs, sans employer la force brutale avec laquelle il s'assassinerait lui-même; il nomme d'autres députés, et tout est dit. Ainsi l'émeute, criminelle sous la monarchie

constitutionnelle, l'est encore bien davantage sous le gouvernement du vote universel. Les soldats doivent donc toujours la combattre, quels que soient les motifs ou les prétextes dont elle couvre ses odieuses attaques, et quand tes orateurs leur disent qu'ils ne doivent pas tirer sur leurs frères, ils commettent sciemment une erreur et un crime. Une erreur : parce que des hommes qui se mettent en révolte contre la loi faite par tous, abdiquent le titre de frères pour ne plus mériter que le titre d'assassins et de scélérats. L'armée ne peut voir des frères dans ce ramassis de gens sans moralité, qui sont toujours à la disposition des intrigants, des ambitieux sans vertu.

Un crime : parce qu'il n'y a rien de plus odieux, de plus coupable que d'attaquer à main armée un gouvernement qui est la représentation fidèle du peuple tout entier. Le titre de *politique* qu'ils donnent à leur crime, ne l'atténue pas aux yeux de la raison.

Le crime isolé est beaucoup moins condamnable, car il n'attaque pas à la fois la société tout entière. Si c'est un assassinat, un seul individu en est victime, pendant que la guerre politique fait des milliers de victimes et atteint tout le monde dans ses intérêts. Et nos soldats seraient coupables de combattre les

émeutes? non! mille fois non! ils méritent au contraire la reconnaissance de la patrie.

PAUL.

Je crois que tu as raison, Pierre, et je commence à comprendre les intentions de Frossard quand il parlait comme il a fait hier.

PIERRE.

Parbleu! c'est bien facile à deviner: ces messieurs font comme certains habiles voleurs qui ont envie de s'introduire la nuit dans un château. Préalablement, ils viennent caresser le chien de garde, ils lui donnent de la viande et des gâteaux, afin de se le rendre favorable et de pouvoir ouvrir la porte sans qu'il leur morde les jambes. Voilà le secret de toutes les flatteries dont ils fatiguent l'armée depuis quelque temps, après l'avoir humiliée en la chassant de Paris et en tenant sur son compte les plus indignes propos. Nos soldats ont trop de pénétration pour ne pas voir ce que cela vaut. La masse est composée des fils de nos bons cultivateurs, ils ont l'esprit de leurs pères, et ils n'aiment ni les *émeutiers*, ni les *partageux*. Ils veulent, quand ils auront payé leur dette à la patrie, retrouver le champ et le pré que leur père a acquis au prix de tant de sueurs et de privations, et sur lesquels eux-mêmes, avant de tomber au sort, ont appliqué chaque jour le travail de leurs jeunes bras.

Sois donc tranquille, mon ami ; la séduction ne prendra pas. Nos soldats rendront guerre pour guerre, et quand on leur criera : « Ne ti-
« rez pas sur vos frères ! » ils répondront :
« Je ne vous connais pas ; mes frères sont
« derrière moi et je les protège. »

PAUL.

Voilà une bonne soirée : tu m'as fait comprendre une question sur laquelle je soupçonnais la vérité ; mais je n'en étais pas bien sûr, parce que ce malin de Frossard m'avait embrouillé l'esprit.

Demain, il y a un grand banquet patriotique : j'ai promis d'y aller, j'irai donc ; mais cela ne m'empêchera pas de venir le soir causer avec toi.

PIERRE.

Vas-y, Paul, puisque tu l'as promis ; mais je t'en conjure, que ce soit le dernier. Ne fréquente plus ces perturbateurs ; ne va plus au club, et occupe-toi, plus que tu ne le fais, de ta famille et de tes champs. T'a-t-on dit que j'étais allé l'autre jour visiter ta propriété ? j'y ai trouvé bien des travaux en souffrance et bien des négligences qui te ruinent peu à peu. Une foule de détails sont abandonnés quand ils ne sont pas surveillés par l'œil du maître. Par exemple, j'ai remarqué que tes charrues, tes charrettes et même les bestiaux sont en très-

mauvais état. Les pauvres bêtes sont enter-
rées dans la boue, et je parie qu'il y a près
de deux mois qu'on n'a enlevé le fumier des
étables.

PAUL.

C'est vrai, Pierre, je conviens que ma pas-
sion pour le peuple m'a un peu détourné de
mes affaires.

PIERRE.

Une des bonnes manières de servir le peu-
ple, c'est de lui donner de bons exemples
et de multiplier les produits. Or, au club,
on ne produit que des phrases pernicieuses.
Retire-toi donc de cet enfer, et soigne tes
bœufs et tes vaches.

PAUL.

Je tâcherai, Pierre : adieu, à demain.

SEPTIÈME ET DERNIÈRE VEILLÉE.



PIERRE.

Tu viens bien tard, mon cher Paul, et
cependant j'étais impatient de savoir des nou-
velles du banquet.

PAUL.

Ah ! mon ami, j'en suis encore malade : ce
banquet a plus fait pour ma conversion que

tes discours. Tu peux me considérer comme guéri; je suis à toi maintenant, à toi corps et âme, à ma famille et à mes champs. Je fuirai les clubs et les banquets patriotiques, comme on fuit la peste. Je voulais bien le progrès du peuple et une organisation sociale qui pût le rendre heureux, mais je n'avais jamais imaginé qu'on pût vouloir y arriver par des moyens et des sentiments aussi atroces que ceux qui ont été formulés aujourd'hui dans plusieurs *toasts* qui étaient de véritables discours de barbarie, d'irréligion, de désordre affreux et de férocité. Croirais-tu qu'on a bu à Marat, à Robespierre, à Danton, à Saint-Just et à tous les brigands qui ont ensanglanté notre première révolution? On a fait l'éloge de leur caractère et de leurs sentiments patriotiques, et quand ce discours a été fini, j'ai entendu autour de moi ces horribles propos : « Oui, il nous faudrait des hommes comme ceux-là aujourd'hui; on ne peut régénérer la France qu'en faisant tomber cinq ou six cent mille têtes. »

Un autre a bu aux condamnés de Bourges et aux transportés, qu'il a décorés du titre d'illustres victimes de la réaction, de martyrs de leur amour pour le peuple et la liberté : il a appelé l'heure de la vengeance, et il a déclaré qu'on devait être impitoyable.

Un autre a bu aux révolutionnaires italiens , et il en a tiré occasion pour outrager le Pape et tous les ministres de la religion, qu'il a appelés calotins et tyrans du peuple. La plupart des convives faisaient éclater leur joie féroce à chacune des phrases de ces orateurs, et j'ai entendu plusieurs fois : A bas les riches ! A bas les prêtres ! A bas les tyrans ! Vive la guillotine ! Je me suis cru un moment en enfer, et j'en suis sorti aussitôt que je l'ai pu. Mais en sortant, ayant entendu un infâme propos d'un de nos clubistes, je n'ai pu m'empêcher de lui en témoigner mon indignation. Il en est résulté une querelle ; et c'est ce qui m'a empêché de venir plus tôt. J'étais si outré de tout ce que je venais de voir et d'entendre, que je voulais absolument me battre avec ce misérable ; mais les témoins lui ont fait rétracter ses paroles, et me voilà.

PIERRE.


Oh ! Paul, que je suis heureux aujourd'hui ! Viens, que je te serre dans mes bras. J'ai reconquis mon frère ; mais ce n'est pas tout que d'avoir abandonné ces terribles doctrines ; il faut nous attacher à guérir aussi ceux qu'elles ont infectés. Employons toute notre activité, toute notre intelligence, pour opérer autour de nous cette cure patriotique.

Maintenant que tu as vu la lumière, tu trou-

veras ton bonheur au sein de ta famille, tu élèveras tes enfants dans les principes religieux, dans le respect des lois, dans la sagesse, et tu leur prépareras ainsi un avenir heureux.

N'oublie pas le chou et la rave, sources de la petite prospérité que notre vénérable père nous a laissée. Je suis plus avancé que toi, je t'aiderai à élever ta propriété au niveau de la mienne.

Nous nous entretiendrons désormais de ce sujet si plein d'intérêt. Nous oublierons les clubs et ces insensés, dont les théories ont trop longtemps occupé ton esprit.



FIN.